

Les subsides

plus durant le court règne du premier ministre Turner que du premier ministre Trudeau, que du premier ministre Pearson ou même du premier ministre Diefenbaker, les Américains ont eu le courage d'essayer d'attaquer le territoire souverain du Canada.

Or, comme par enchantement, la première fois que les Américains trouvent ce courage, c'est sous l'actuel premier ministre. Et pourquoi les Américains ont-ils trouvé soudainement ce courage d'attaquer les eaux territoriales canadiennes? C'est sûrement parce qu'ils savaient que le premier ministre du Canada ne prendrait pas des mesures énergiques pour les empêcher d'aller de l'avant dans ce voyage du *Polar Sea*.

Ils avaient raison puisque, bien sûr, le premier ministre du Canada les a laissés faire et que le secrétaire d'État aux Affaires étrangères n'est intervenu qu'après coup.

Je vois, monsieur le Président, que vous me faites signe que je dois m'arrêter. Malheureusement, j'aurais voulu répondre aux autres questions de mon collègue, mais s'il reste du temps pour d'autres questions, il me fera plaisir de le faire.

● (1620)

[Traduction]

M. Edwards: Monsieur le Président, en tant qu'habitant de l'Ouest qui a été victime comme tant d'autres des effets du Programme énergétique national, je trouve que l'on altère l'histoire de façon injustifiée en laissant entendre que le premier ministre (M. Mulroney) a fait don aux sociétés pétrolières multinationales de sommes prélevées sur le trésor public.

En fait, les sociétés pétrolières, que ce soit des multinationales ou des sociétés nationales réinvestissent quelque 105 p. 100 de l'argent reçu. Ainsi, nous faire dire par un ornement douteux du Parlement croupion qui a gouverné le Canada de 1980 à 1984, sans un mandat national, que le premier ministre actuel ne rend pas uniquement justice à l'ouest du pays, c'est insulter les habitants de cette région du pays.

C'est nul autre que le remarquable ancien premier ministre de l'Alberta, Peter Lougheed qui a estimé que le Programme énergétique national avait dérobé à l'Alberta de 17 à 40 milliards de dollars. Ces sommes auraient pu servir à diversifier davantage l'économie de la région, n'eût été la rapacité du gouvernement précédent.

Le député a déclaré que le premier ministre avait agi immédiatement après les élections. Il l'a fait, car il s'était engagé envers les Canadiens à faire disparaître le Programme énergétique national. Nous attendons avec impatience le jour où il aura vraiment totalement disparu à la suite de la suppression définitive de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières.

Je voudrais donner la possibilité au député d'apporter les corrections qui s'imposent. Je suis persuadé qu'il s'est laissé emporter par sa grande verve. Ni le premier ministre ni l'actuel gouvernement n'ont fait de cadeaux à aucune société pétrolière multinationale.

M. Ouellet: Monsieur le Président, je comprends que le député veuille représenter les intérêts de sa province et de sa région. Il veut s'assurer que le gouvernement canadien adopte des projets de loi et une politique favorables pour sa région.

Cependant, je voudrais me reporter à son interprétation d'une brève période de quatre ans au cours de laquelle un gouvernement national, a essayé de mettre en oeuvre une politique énergétique nationale avantageuse pour tous les Canadiens. Manifestement, il nous a donné sa propre interprétation de l'histoire. Je suis peut-être d'un autre avis que le député, mais je veux qu'il se rende compte que le Canada est probablement l'un des rares pays à avoir pu se doter d'un programme énergétique national établi en consultation avec d'autres niveaux de gouvernement.

M. Edwards: C'est ridicule.

M. Ouellet: Cela est dû, à mon avis, au caractère exceptionnel de notre gouvernement. Prenons n'importe quel autre pays pendant la crise des années soixante-dix; force nous est de constater que toutes les décisions en matière de politique énergétique se prenaient à Washington, à Londres, à Paris. Dans tous les pays, les décisions relatives à la politique énergétique étaient prises dans la capitale nationale. Pourquoi n'en faisons pas autant à Ottawa en ce qui concernait le Canada?

Le député estime que l'initiative prise dans l'intérêt des Canadiens n'était pas valable. Toutefois, je lui rappelle qu'il devrait faire une distinction entre le gouvernement conservateur de l'Alberta, qui collabore étroitement avec les multinationales, et les habitants de cette province, qui, au fil des ans, n'ont pas énormément bénéficié de l'entente douillette conclue entre les multinationales pétrolières et le gouvernement conservateur albertain.

M. Lorne Greenaway (Cariboo—Chilcotin): Monsieur le Président, j'ai bien du mal à accepter ce que vient de dire le député de Papineau (M. Ouellet).

M. Turner (Ottawa—Carleton): C'est unanime.

M. Greenaway: En effet, c'est sans doute unanime. Que de sottises!

On aurait intérêt à examiner ce qui s'est passé dans le secteur du bardeau, tant au Canada qu'aux États-Unis, depuis qu'on a imposé des droits de 35 p. 100 le 22 mai dernier. On avait fait plusieurs prédictions à ce moment-là, notamment que des Canadiens perdraient leur emploi. Cela est certes arrivé. On avait aussi prédit que cette mesure nuirait grandement à l'ensemble du secteur dans les deux pays. On avait vu juste.

Pour mieux décrire les conséquences de cette mesure aux États-Unis, permettez-moi de citer quelques passages d'articles publiés dans les journaux américains. Voici un éditorial paru le 28 mai dans le *San Francisco Chronicle*, «la voix de l'Ouest». Il s'intitule «Une affaire de bardeaux». Je cite:

L'administration Reagan a commencé jeudi dernier ses pourparlers sur la libéralisation du commerce avec le Canada. Le même soir, sans en aviser le Canada, le gouvernement annonçait l'imposition de droits aussi élevés que 35 p. 100 sur les importations de bardeaux canadiens, de sorte que ces produits vont tout simplement disparaître du marché américain. Les Canadiens vont perdre des ventes annuelles de 180 à 200 millions de dollars.

Le premier ministre canadien Brian Mulroney a qualifié la décision de «bizarre». Nous en convenons. La décision d'abandonner un attachement profond aux principes de la liberté du marché est regrettable et difficile à accepter. Jusqu'à maintenant, le gouvernement avait été passablement conséquent en résistant aux arguments protectionnistes.

Le premier ministre Mulroney partage l'idéologie du président Reagan et s'est efforcé d'accroître et d'élargir les relations avec les États-Unis. Le droit frappant le bardeau de cédre nuit énormément à un homme qui s'emploie à resserrer les relations avec notre pays.